



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

14 janvier 2022

Un projet pilote de la Banque du Canada et du BSIF aide le secteur financier canadien à évaluer les risques liés aux changements climatiques

OTTAWA (ONTARIO) – La Banque du Canada et le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) ont publié aujourd’hui les [résultats](#) d’un projet pilote sur l’analyse de scénarios climatiques. Le projet a été un premier pas important pour aider le secteur financier canadien à améliorer sa capacité à analyser les risques économiques et financiers auxquels les institutions financières pourraient être exposées en raison des changements climatiques.

Avec la collaboration de six institutions financières canadiennes, la Banque et le BSIF ont élaboré des [scénarios](#) qui aideront le secteur financier à cerner, mesurer et communiquer les risques climatiques. Ces scénarios ne constituent pas des prévisions ni des prédictions. Ils ont plutôt été élaborés précisément pour illustrer diverses conséquences possibles de la transition vers un monde sobre en carbone, ainsi que les types de tensions qui pourraient se manifester dans le système financier et l’économie au fil de la transition.

Tous les scénarios ont montré que la transition impliquera des risques importants pour certains secteurs économiques. Une évaluation erronée du prix des risques de transition pourrait exposer les institutions financières et les investisseurs à des pertes soudaines et importantes. Cela pourrait aussi retarder les investissements nécessaires pour atténuer les conséquences des changements climatiques.

Les scénarios ont fait ressortir que l’atteinte des cibles climatiques entraînera des changements structurels profonds au sein des économies canadienne et mondiale, et que la transition se fera plus difficilement dans les pays qui ont de grands secteurs à fortes émissions de carbone, comme le Canada. De plus, l’analyse a révélé que des politiques climatiques différées amplifient, globalement, les incidences économiques et les risques pour la stabilité financière. Elle a également montré que les impacts sur l’économie canadienne sont principalement attribuables aux baisses des prix mondiaux des produits de base.

Il convient toutefois de souligner que les scénarios sont fondés sur des hypothèses très prudentes quant à l’évolution des technologies vertes. Ils ne rendent donc pas compte des effets perturbateurs potentiels de ces technologies ni des possibilités qu’elles pourraient offrir. De plus, ils sont intentionnellement axés sur les risques de transition, plutôt que sur les risques physiques. Ces risques physiques, ainsi que les mesures visant à les éviter ou à les atténuer, pourraient avoir une incidence notable sur les économies mondiale et canadienne et sur le système financier. D’autres travaux seront réalisés à ce sujet.

L'analyse de scénarios convient mieux que les modèles économiques traditionnels pour ce type d'exercice, car les changements climatiques s'opèrent à l'échelle de la planète et sont complexes, et les risques qui en découlent concernent le très long terme. En outre, l'évolution des nouvelles technologies et des politiques visant à combattre les changements climatiques est très incertaine.

Lancé à la fin de 2020, le projet pilote s'est appuyé sur les travaux du Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS). Composé de plus de 100 membres, le NGFS définit et préconise les meilleures pratiques concernant la gestion des risques climatiques dans le secteur financier. La Banque du Canada s'est jointe au NGFS en 2019 et le BSIF, en 2021. Le NGFS a été le premier à recourir à l'analyse de scénarios pour examiner les risques liés aux changements climatiques, mais le projet pilote a été plus loin en étudiant les effets potentiels de ces risques sur des secteurs particuliers de l'économie.

Le projet pilote a également permis de connaître le niveau de maturité des pratiques de gouvernance et de gestion du risque des institutions financières canadiennes, et leur état de préparation, vis-à-vis des enjeux climatiques. Il est essentiel que les institutions aient des pratiques plus rigoureuses de gestion des risques financiers liés aux changements climatiques. Elles pourront ainsi mieux comprendre leur exposition à ces risques en fonction des différentes trajectoires de transition possibles.

Les secteurs public et privé commencent à peine à mettre sur pied leurs capacités d'évaluation des risques associés aux changements climatiques.

À l'avenir, il faudra déployer des efforts pour améliorer la collecte des données sur les expositions et les vulnérabilités. Il sera également important que plus d'institutions aient recours à l'analyse de scénarios. Les prochains travaux pourraient porter, par exemple, sur les risques physiques liés aux changements climatiques, d'autres types de risques ou des questions plus larges d'ordre systémique.

Pour sa part, la Banque du Canada prévoit renforcer sa capacité à évaluer les implications des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, ainsi que l'incidence de la transition vers une économie sobre en carbone sur la croissance de la production potentielle, le marché du travail et l'inflation. Le BSIF a quant à lui annoncé aujourd'hui dans une [lettre aux institutions financières](#) qu'il publiera dans le courant de l'année des lignes directrices préliminaires sur la gestion des risques climatiques à l'intention des institutions sous réglementation fédérale.

Citations

« Les changements climatiques auront des répercussions économiques et financières profondes. La Banque s'est donc engagée à élaborer de nouveaux modèles et de nouvelles méthodes pour mieux comprendre les effets physiques de ces changements et l'incidence de la transition climatique sur l'économie canadienne. Ce projet pilote montre que les secteurs public et privé doivent unir leurs efforts afin de veiller à ce que l'économie et le système financier soient fin prêts pour la transition vers une économie sobre en carbone. »

- Toni Gravelle, sous-gouverneur, Banque du Canada

« Les exercices d'analyse de scénarios climatiques comme celui-ci montrent clairement les incidences financières potentielles des risques liés à la transition climatique en fonction de diverses trajectoires de transition. Ils sont essentiels pour améliorer les connaissances et les capacités des entités réglementées en matière de gestion des risques, et favorisent ainsi la résilience du système financier durant la transition. »

- Ben Gully, surintendant auxiliaire, Bureau du surintendant des institutions financières

Contact

Relations avec les médias, Banque du Canada
613 782-8782

Relations de presse, BSIF
343 550-9373